

Daniel Goldberg
Président de l'Uniopss

© Françoise Stjepovic



Ne pas renoncer face à la brutalisation du monde



Un nouvel ordre du monde s'installe sous nos yeux. Il est symbolisé, ô combien fortement, par la réélection de Donald Trump, sa personnalité, les conditions de sa victoire, ses premières décisions et l'alignement, à ses côtés, d'acteurs économiques extrêmement puissants. Face à des positionnements contraires à nos valeurs de défense de l'État de droit, de prise en compte collective des inégalités de vie et de la nécessaire transition écologique, le premier risque pour les acteurs des solidarités et de la santé serait une forme de renoncement à être ce que nous sommes et ce pourquoi nos associations se sont créées et développées.

Il ne s'agit pas d'un combat d'arrière-garde. À celles et ceux qui pensent que la solidarité et la fraternité sont des mots d'ordre dépassés, on ne peut que leur proposer d'essayer l'indifférence à leur propre situation et à celle de leurs proches, ce à quoi ils ne se risquent jamais.

Ainsi, être pleinement conscients des transformations en cours ne doit pas nous anesthésier. Face à une forme de dérégulation généralisée de l'État social, voire de l'État tout cours, qui a déjà lieu dans de nombreux pays comme en Argentine, nous opposons un modèle de société fait de respect de l'autre, de prise en compte de la solidarité comme moyen pour toute la société de se développer.

Ceci suppose que nos concitoyens ressentent, dans leur vie quotidienne, des politiques publiques à la hauteur de leurs besoins. Un discours moral, certes toujours

nécessaire contre la brutalisation du monde, ne suffira pas à gagner les cœurs et les esprits. Il s'agit de garder la confiance dans la mutualisation des risques de l'existence, telle que l'organise notre protection sociale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour cela, rien ne vaut que de partir des réalités de terrain, dans tous les territoires de vie.

Cette année 2025 doit ainsi être un temps utile pour sortir d'une forme d'apesanteur de la décision publique que nous connaissons depuis trop longtemps maintenant, et cela dans tous les champs des solidarités. Cela demande de faire des choix, des choix partagés avec les citoyens et co-construits avec celles et ceux qui les mettent en œuvre, les acteurs du quotidien que nous sommes.

Ainsi, plutôt que de les voir comme des empêchements de décider, les responsables politiques qui croient en notre pays ont tout intérêt à voir les corps intermédiaires, tels que l'Uniopss, comme des facilitateurs de l'action publique.

Repenser un contrat social du XXI^e siècle à partir d'états des lieux partagés, réfléchir à moyen et long termes plutôt que de courir après les urgences, constituent une étape essentielle pour que nos concitoyens ne se réfugient pas dans des impasses collectives. Pour les acteurs des solidarités, ce chemin escarpé est d'autant plus exaltant que nous n'avons pas d'autre choix que de nous y engager pleinement. ●

Union
SOCIALE

Revue mensuelle d'information
et de liaison du réseau
UNIO PSS - URIOPSS

15 rue Albert - CS 21306
75214 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 36 35 00
Fax : 01 47 00 84 83
www.uniopss.asso.fr



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Daniel Goldberg

RÉDACTEUR EN CHEF
Antoine Janbon

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Valérie Mercadal

RÉDACTEURS
Stéphanie Barzasi, Juliette Cottin,
Jérôme Voiturier.

PHOTOS
Frédéric Fournier, Michel Le Moine,
Françoise Stjepovic.

RELECTURE
Marie-Alexandrine
Louis-François

PUBLICITÉ
Antoine Sourdeix
MAQUETTE
Michel Terrade

IMPRIMERIE
Centr'Imprim

© Union Sociale,
reproduction interdite, sauf
accord de la rédaction.

ABONNEMENT
France : 60 €
Étranger/hors EU : 70,50 €
Le numéro : 10 €
(règlement par chèque
bancaire ou postal à l'ordre
de UNIO PSS section I
même adresse).

CLAP n° 0727 G 82025
ISSN 0041-7041.9717
Dépôt légal : 07010149

Ce numéro a été tiré
à 2 900 ex.

ANNONCEURS

- Uniopss p. 2
- Uniopss p. 4
- Uniopss p. 25
- Uniopss p. 27
- Uniopss p. 28

Photo de Une
© Michel Le Moine

Ce journal est
imprimé selon
le label

